


RAPPORT
Evaluation Rapide de Protection

<p>Coordonnées GPS Latitude : N 13° 54' 17,19432'' Longitude : O 4° 33' 48,99312'' Altitude : 280,98m Précision : 96m</p> 	Dernière mise à jour	23/08/2021
	Dates de l'ERP	18 au 23/08/2021
	Localités affectées	Région de : Mopti Cercle de : Djenne, Commune de : Femaye Villages : Koumaga et Marébougou
	Populations affectées	<p>Cette évaluation a concerné les communautés des localités de Koumaga et Marébougou situées dans la commune de Femaye. Ces communautés sont composées de Peulh, de Maraka, Bozos, Dogons, Bambara et de Mossis. Les personnes déplacées de Marébougou sont estimées à environ 236 personnes réparties comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A Djenne : 90 personnes composées de 40 femmes, 11 hommes, 21 filles et 18 garçons - A Sofara : 46 personnes dont 14 femmes, 12 hommes, 13 filles et 7 garçons ; - A Senossa (Siratintin) : 100 personnes soit 16 filles, 14 garçons, 30 hommes et 40 femmes. <p>Les personnes déplacées de Koumaga sont estimées à 596 personnes dont 56 femmes, 40 hommes, 64 filles et 40 garçons t à Djenné. A Senossa, 396 déplacés composés de 102 femmes, 59 hommes, 235 enfants dont 136 filles et 99 garçons ont été enregistrés. Enfin, 110 personnes dont 35 femmes, 29 hommes 64 enfants et 44 filles, 20 garçons ont été localisées à Sofara.</p>
Déclencheur de l'ERP	Une alerte de mouvement forcé de population a été partagée le 11 août 2021, par Danish Church Aid (DCA), le partenaire en charge de la veille humanitaire du mécanisme de réponse rapide (RRM) dans le cercle de Djenné. Cette alerte est relative à une attaque du village de Marébougou dans la commune de Femaye, cercle de Djenné par des individus armés non identifiés. Le bilan de l'attaque fait état de 7 personnes tuées et 5 autres blessées. Les	

		<p>communautés de la localité attaquée se sont déplacées dans les localités listées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Commune de Fakala 26 ménages dans le village de Diaba-Peulh ; - Commune de Djenné 14 ménages dans la ville de Djenné, 12 ménages dans le village de Souala et 05 ménages dans le village de Diabolo ; - Commune de Ouro-Ali 45 ménages dans le village de à Senossa et 15 ménages dans le village de Siratintin. <p>Alors que l'équipe suivait la situation en vue d'un déploiement, une autre alerte portant sur un autre mouvement de population a été partagée le 16 août 2021. Cette deuxième alerte était relative à une attaque du village de Koumaga, le 14 août 2021.</p> <p>Après triangulation auprès du Service Local du Développement Sociale et de Economie Solidaire de Djenné (SLDSES) et les mairies des communes citées ont confirmé les mouvements de populations mentionnés ci-dessus.</p> <p>Après la confirmation de l'alerte, NRC a déployé une équipe pour conduire une évaluation rapide de protection dans les localités d'accueil de la commune de Djenné (Djenné ville, villages de Senossa, Souala et Diabolo), commune Ouro Ali (Senossa et Siratintin) et la commune de Fakala (Diaba Peulh).</p>
--	--	---

	<p>Méthodologie</p>	<p>Au cours de l'évaluation, des observations directes ont été menées ainsi des groupes de discussions homogènes par sexe et âge et des entretiens avec des informateurs clés dans les localités d'accueil de Djenné ville, Souala, Diabolo, Senossa, Siratintin et Diaba Peulh la collecte de données a concerné aussi bien les personnes déplacées de Marébougou que celles de Koumaga.</p>				
	<p>Résumé des problèmes rapportés</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Assassinats - Agressions physiques - Enlèvements - Restriction de mouvements 	<ul style="list-style-type: none"> - Vols des bétails et biens matériels 	<ul style="list-style-type: none"> - Incendie de greniers de vivres, 	<ul style="list-style-type: none"> - Incendie/perte des documents d'état civils (CNI, AN etc....) 	<ul style="list-style-type: none"> - Déplacements forcés des ménages - Détresse psychologique et émotionnelle généralisée.

	<p>Résumé de la situation et recommandations au Cluster Protection</p>	<p>PRESENTATION DU CONTEXTE GENERAL : Le contexte sécuritaire dans le cercle de Djenné est devenu très volatile avec des foyers de tensions et d'affrontements réguliers entre les groupes armés non-identifiés et les milices d'auto-défense (Dozo) dans la commune de Soye (cercle de Mopti) et Femaye (cercle de Djenne). Ces affrontements provoquent des mouvements forcés réguliers des populations. En effet, depuis 2020, plusieurs déplacements forcés de populations ont été enregistrés. Suite aux différents mouvements de populations, des dévaluations rapides de populations ont été faites en mai 2020 et en avril 2021 en vue d'améliorer l'environnement de protection des populations. En dépit, des efforts fournis, la situation continue de se dégrader avec son corollaire de mouvements forcés, d'assassinats, d'enlèvements, de destruction de biens privés, de vols de bétails, d'incendies de maisons et de stocks de vivres ainsi que de restriction de la liberté de circulation imposée aux populations civiles.</p> <p>PRESENTATION/DESCRIPTION DU SITE DE L'ERP : La commune urbaine de Djenné est limitée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au Nord par les communes de Ouro-Ali et Derari, • Au Sud par la commune de Dandougou-Fakala, • A l'Est par les communes de Fakala et Madiama ; • A l'Ouest par les communes de Pondori et Ouro-Ali. <p>La commune de Djenné compte environ 36 200 habitants dont 17 882 femmes et 18 318 hommes, composée de 6 421 ménages selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2009. Les principales ethnies de la localité sont les Bozos, les peulhs, les Marakas, les Bobos et les Sonrhais. L'économie de Djenne est basée sur l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat et le commerce. Le touristique qui était l'une des principales sources de revenus de la localité ne fonctionne plus à cause de l'insécurité. La commune compte 12 établissements scolaires de premier cycle, 04 écoles de second cycles, 01 lycée public, 53 écoles coraniques, 03 Medersas publics et 01 centre de formation professionnel. Sur le plan sanitaire, la commune compte 02 Centres de Santé Communautaire (CS-Com), 01 Centre de Santé de Référence (CS-Réf). Il existe 03 pharmacies et 04 cases de santé. Enfin, au niveau de l'approvisionnement en eau potable, il faut signaler la présence d'un château d'eau avec 06 forages à Djenné ville.</p>
--	---	---

		<p>ACTION EN COURS :</p> <p>Les actions en cours au moment de l'évaluation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une mission conjointe du programme RRM/NRC en partenariat avec Save the Children international pour conduire une évaluation multisectorielle, • Une évaluation de la situation des enfants pour les prises en charge des enfants séparés et non-accompagnés par l'ONG COOPI, <p>RESUME DES RECOMMANDATIONS PRINCIPALES DE L'ERP :</p> <p>A l'issu de l'ERP, les recommandations principales sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place ou redynamiser les mécanismes de protection communautaires afin contribuer à renforcement de l'environnement de protection • Faire un suivi de la situation sécuritaire des zones de départ afin d'assurer un retour informé des populations déplacées ; • Faire l'identification des cas de protection individuels et en assurer la prise en charge ; • Fournir une assistance alimentaire aux personnes déplacées ; • Fournir une assistance en kits abris et NFI aux ménages déplacés en abris et NFI, pour leur permettre de faire face à la période hivernale ; • En cas de déplacement prolongé, apporter une assistance en activités génératrices de revenus afin de permettre une autonomie des ménages déplacés ; • Faciliter l'accès des PDIs aux soins médicaux ; • Faciliter l'obtention des documents d'Etat civils détruits pendant les violences qui ont provoqué le déplacement ; • Renforcer la connaissance des communautés sur la COVID-19 et les gestes barrières en mettant à la disposition de la communauté des kits d'hygiènes, 				
	Niveau de l'alerte	1 (Faible)	2	3	4	5 (Elevé)

Thème de Protection	Résultat	Commentaires	Recommandations
---------------------	----------	--------------	-----------------

Sécurité, déplacement et protection générale

La situation sécuritaire dans le cercle de Djenné reste préoccupante à cause de l'ampleur et la fréquence des attaques perpétrées contre les populations civiles. Selon les participants des groupes de discussions et avec les informateurs clés, le village de Marébougou est l'un des premiers villages à être confronté aux attaques et aux violences. Les populations de ce village continuent d'être victimes des attaques ciblées. La dernière attaque a fait 12 victimes dont 07 hommes tués et 05 autres blessés, la prise en charge des blessés a été assurée par le CS-Réf de Djenné.

Pendant l'attaque, Les hommes armés qui ne sont pas identifiés, ont emporté plusieurs têtes de bétails et de petits ruminants et incendié 23 greniers de vivres.

Pendant l'attaque, plusieurs membres de la communauté essentiellement composés de femmes et d'enfants, ont quitté à pied nuitamment la localité pour rejoindre celle de Souma, située à environ 4 kilomètres. Cette longue marche effectuée pendant la nuit a fortement affecté certains déplacés. Certains ont eu les pieds enflés surtout les vieilles personnes. Le sentiment de sécurité exprimé par les personnes déplacées diffère d'une localité à une autre. En effet, au cours des groupes de discussion, les PDIs de Senossa ont exprimé leurs inquiétudes liées à la sécurité dans la localité d'accueil. Ils disent craindre des attaques. Par contre, à Djenné et Sofara, les PDIs disent se sentir en sécurité.

Le 14 août 2021, le village de Koumaga a subi une autre attaque. Cette dernière attaque a

Aux autorités administratives et de polices :

Renforcer les missions de polices dans les localités de départ en vue de faciliter le retour des PDIs dans leurs localités d'origine

Renforcer les missions de police dans la localité d'accueil afin de contribuer à améliorer le sentiment de sécurité chez les PDIs de Sénossa.

		<p>commencé selon, les participants aux groupes de discussion, par un affrontement entre des hommes armés non identifiés et les membres de la milice d'auto-défense dozo, qui étaient positionnés non loin de la localité. Le bilan de cette dernière attaque fait état d'un jeune de 17 ans tué et du vol d'une centaine de têtes de bétails et de 20 motos. C'est la quatrième attaque perpétrée contre cette localité, selon les informateurs clés interrogés.</p> <p>D'après les participants aux groupes de discussions et les informateurs clés, les communautés des deux localités attaquées ne souhaitent pas retourner dans leurs localités de départ s'il n'y a pas d'amélioration de la situation sécuritaire.</p>	
<p>Cohésion sociale</p>		<p>Il est ressorti des groupes de discussions et avec les informateurs clés qu'aucune tension n'existe entre les membres de la communauté d'accueil et les personnes déplacées. Ces relations cordiales se justifient par le fait que les populations affectées par les violences se sont déplacées dans les localités en fonction de leurs affinités parentales avec les membres des communautés d'accueil. D'ailleurs, l'équipe de l'évaluation a pu observer et noter au cours des groupes de discussion que certains déplacés participent avec les familles d'accueil à l'exécution des travaux champêtres en cette période hivernale.</p>	
<p>Protection de l'enfance</p>		<p>Lors des groupes de discussions il est ressorti que les enfants n'ont pas été épargnés par les violences. En effet, il est ressorti que les enfants</p>	<p>Aux acteurs du cluster de la protection de l'enfance :</p>

		<p>surtout ceux de sexe masculin étaient recherchés pendant l'attaque. à des risques d'attaque sur les sites de départ plus D'ailleurs, après l'attaque, les adolescents ont préféré fuir la région en allant vers les grandes agglomérations en quête de mieux-être et de plus de sécurité. Les enfants de Marébougou sont estimés à 89 personnes dont 50 filles et 39 garçons. Ceux de Koumaga sont au nombre de 289 enfants composés de 200 filles et 89 garçons. Tous ces enfants ne fréquentent aucune école.</p> <p>Les personnes interrogées ont affirmé que plusieurs enfants présentent des signes de détresse psychosociale notamment les troubles de sommeil comme les cauchemars et les insomnies. Enfin, l'équipe a pu observer que la plupart des enfants étaient dénudés et exposés aux intempéries en cette période hivernale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Faire la prise en charge des enfants ayant des besoins en appui psychosocial, <p>Aux acteurs humanitaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assister les enfants en Kits vestimentaire pour les protéger des maladies et autres aléas climatiques. <p>Aux acteurs de l'éducation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer un espace d'apprentissage temporaire (EAT) pour les enfants. <p>Aux acteurs humanitaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Apporter une assistance vestimentaire au bénéfice des enfants.
<p>Violences basées sur le genre</p>		<p>Il est ressorti des groupes de discussions et avec les informateurs clés qu'aucun cas de violence base sur le genre n'a été commis lors de ces attaques, mais les communautés de (Marébougou et Koumaga) continuent les pratiques néfastes telles que les mariages d'enfants et les mutilations génitales féminines. Comme mentionné dans la rubrique « protection de l'enfance », les participants aux groupes de discussion ainsi que les informateurs clés interrogés ont relevé que pendant les violences les personnes de sexe masculin étaient</p>	<p>Aux acteurs du sous-cluster Violences Basées sur le Genre</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tenir des séances de sensibilisation afin de prévenir et/ou réduire les pratiques néfastes basées sur le genre. - Conduire des séances de sensibilisation et d'information afin d'éviter que des personnes soient ciblées sur la base de leur sexe.

		particulièrement ciblées ; ce qui pourrait justifier que toutes les victimes, morts et blessés, sont toutes de sexe masculins.	
Personnes à besoins spécifiques		<p>Lors des échanges avec les informateurs clés et les groupes de discussions, Les personnes à besoins spécifiques sont les suivantes :</p> <p>1) Pour la communauté déplacée de Koumaga :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 01 femme vivant avec un handicap physique âgé de 25 ans sans soutien ; • 03 hommes avec handicap visuel âgés de 75 ans à 84 ans, • 02 filles présentent des troubles mentaux âgées de 04 et 08 ans, <p>2) Pour les PDIs de Marébougou :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 02 femmes vivants avec handicap auditifs âgées de 60 à 65 ans. 	<p>Aux acteurs humanitaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assister les personnes à besoins spécifiques en vivre, cash et NFIs.
Lutte anti-mine		<p>Selon les participants aux groupes de discussion, ils n'ont pas eu connaissance d'engins explosifs improvisés sur le site d'accueil.</p> <p>Par contre, Les PDIs ont signalé qu'il y a eu des cas d'accidents liés aux EEI dans les villages voisins à leurs villages de départ. En effet, sur la route de Tiékorobougou et Souma, un incident lié à une explosion d'EEI a fait un mort et 03 blessés au cours de l'année 2020. Depuis cet incident, les communautés ont limité leurs mouvements vers ces zones. Il a été rapporté par certains informateurs clés, que le village de Marébougou et Koumaga ont reçu des séances de sensibilisation et d'éducation liées aux risques des engins explosifs et restes de guerre, animées par l'ONG DCA au cours de l'année 2020.</p>	<p>Aux acteurs de lutte anti-mine :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mener des activités préventives de sensibilisation et d'éducation sur les risques liés aux engins explosifs improvisés sur les sites d'accueil.

<p>Ressenti psychologique</p>		<p>La plupart des personnes déplacées de Marébougou et Koumaga sont dans une situation de détresse psychologique. La violence ainsi que la durée de plusieurs heures de l'attaque ont plongé les populations dans une situation de détresse psychologique. Selon les personnes interviewées, l'abandon des biens matériels et le déplacement ont engendré un sentiment de peurs et d'angoisse au sein de la communauté. Il a été rapporté que plusieurs enfants souffrent de détresse psychologique qui se manifeste par des cauchemars.</p>	<p>Aux acteurs humanitaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Apporter une assistance psychosociale aux PDI.
<p>Terre, logement, propriété (LTP)</p>		<p>Les PDI n'ont pas fait cas de conflit lié à la terre et aux logements dans les localités de départ ainsi que dans les localités d'accueil. Dans toutes les localités d'accueil, les PDI vivent dans des familles d'accueil à l'exception de ceux de la ville de Djenné qui vivent dans des maisons de location et dont le montant varie entre de 7 500 et 10 000 FCFA par mois.</p>	<p>Aux acteurs humanitaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les PDI de Djenné dans le paiement des loyers
<p>Accès aux services de base</p>		<p>Selon les participants aux groupes de discussion, il existe des centres de santé dans les villages d'origine mais celui de Marébougou est non fonctionnel à cause de l'insécurité.</p> <p>Dans les localités d'accueil, les services sociaux de base tels que les centres de santé, les marchés, les écoles et les infrastructures d'adduction en eau potable sont fonctionnels et accessibles. Cependant, l'eau potable est payante au prix de 10 francs par récipient de 20 litres.</p> <p>Les frais de consultations médicales sont également payants au prix variant de 300 à 1000 francs.</p> <p>Certains informateurs clés ont signalé que la</p>	<p>Aux acteurs Eu, Hygiène et Assainissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réaliser des latrines dans les localités de Sofara et Senossa <p>Aux acteurs Humanitaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'accès des PDI à l'eau potable

		<p>plupart des PDI occupent des maisons sans latrines à Sofara et Sénossa ; ce qui les oblige à pratiquer la défécation à l'air libre avec les risques d'agression physiques et sexuelles surtout pour les femmes.</p>	
<p>Impact du COVID-19 sur l'environnement de protection</p>		<p>Selon le service local de santé et de l'hygiène publique pour le cercle de Djenné, le cercle a enregistré depuis l'émergence de la pandémie à Covid-19, le cercle de Djenné a enregistré 17 cas positif et 0 décès. Lors des groupes de discussion, les participants ont affirmé connaître l'existence de la pandémie et les mesures barrières de prévention</p> <p>Les informations sur la maladie ont été reçu à travers les médias (radio et la télévision). Par contre, l'équipe a observé que les gestes barrières ne sont pas respectés. La prise de température et le lavage des mains au savon est exigé dans les structures sanitaires du cercle. L'application de ces mesures n'a pas changé les habitudes des communautés.</p>	<p>Aux acteurs de la santé et de l'hygiène publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les sensibilisations pour le respect des gestes barrières de prévention
<p>Autres</p>		<p>Les communautés déplacées ont perdu tous leurs biens au cours des attaques ; les stocks de vivres ont été incendiés avec les biens. Alors, au cours des groupes de discussions, les participants ont relevé les besoins prioritaires en vivres, NFI et kits abris.</p>	<p>Aux acteurs humanitaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assister les déplacés en vivre, NFI et en cash,